

# NOTRE ÉCONOMIE DE L'ORNIÈRE SONT CONNUES. RESTE À VAINCRE L'OPPOSITION DE TOUS CEUX QUI PROFITENT DU SYSTÈME.

**S**il y a un bêtisier 2013 qui ne fait pas rire les conseillers de Bercy, c'est celui des renoncements successifs du gouvernement. Un festival! Cela a commencé en mars : la seule évocation d'une rationalisation des transports sanitaires, qui coûtent une fortune à la Sécu, a provoqué une thrombose de la région parisienne par des milliers de taxis décidés à ne pas voir grignoté ce juteux gain-pain. Mesure reportée. En avril, ce sont les « pigeons » qui sont montés au créneau contre la taxation des plus-values de cession de leurs start-up. Mesure reportée. Puis, cela a été au tour

des chauffeurs de poids lourds de manifester en novembre contre l'écotaxe. Mesure reportée. Coût cumulé de ces reculades en rase campagne : entre 1 et 2 milliards d'euros. Par an.

Mais, promis juré, a scandé François Hollande lors de sa conférence de presse du 14 janvier dernier, on allait voir ce qu'on allait voir. Fini les renoncements et assez de rustines, la situation est trop grave : en 2013, les dépenses publiques devraient atteindre 57,1% du PIB, un record absolu. Or le diagnostic de ce mal français est désormais clairement posé, à droite comme à gauche. Convaincu que les hausses d'impôts ont atteint leur limite, François Hollande n'a-t-il pas dénoncé un « Etat trop lourd, trop lent, trop cher » ? Avant d'engager un plan de 50 milliards d'économies d'ici 2017

tout en précisant que, cette fois, les coups de rabot n'y suffiront pas. « On ne réussira pas à baisser les dépenses publiques sans réformes structurelles », a renchéri Jean-Marc Ayrault.

Le problème, c'est que, comme ses prédécesseurs, le tandem à la tête de l'exécutif va se heurter au mur invisible des syndicats, fédérations patronales, corps de l'Etat, bénéficiaires de rentes de situation et autres planqués de la République qui bataillent sans relâche dans les coulisses du Parlement et les couloirs des cabinets ministériels pour défendre leurs intérêts. Avec deux menaces récurrentes et souvent efficaces : la grève et le blocage. Prenant au mot les engagements pris par François Hollande, ce sont ces innombrables empêcheurs de réformer que notre dossier a voulu démasquer, tous faisant payer, in fine, leur corporatisme à l'ensemble de la collectivité. Notre inventaire est loin d'être exhaustif, mais chaque cas retenu est emblématique du comportement de dizaines d'autres personnes, tentées, dans le même secteur, de vouloir tout bloquer. Ainsi, si nous avions voulu mesurer des

LA DÉPENSE PUBLIQUE BONDIT



Evolution des dépenses publiques, en % du PIB.

Source : Insee

noms sur tous, ce n'est pas des 400, mais des 4 000, dont il aurait fallu parler...

Rageante, tout de même, cette litanie. Car, sondage après sondage, nos concitoyens reconnaissent majoritairement la nécessité d'alléger notre Etat et de donner de l'air à notre économie. Mais le diable, comme toujours, se niche dans

les détails. Prenez notre administration locale, pléthorique. Tout le monde ou presque est désormais persuadé de la nécessité d'alléger notre mille-feuille territorial, un empilement de strates sans équivalent chez nos voisins, générateur de doublons et source d'invraisemblables gaspillages. Les économies à gagner de cette réforme sont pourtant considérables. « Près de 12 milliards d'euros par an », rappelle avec constance Agnès Verdier-Molinié, à la tête de l'Ifrap, un think tank libéral. Mais une fois ce constat posé, par où commencer ? Faut-il regrouper des régions ? Supprimer les intercommunalités ? Les départements ? Cela fait trente ans au moins que, à chaque changement de gouver-

nement, ces pistes de réforme, avec leur lot de rapports, d'avis et d'audits, refont surface. Le gouvernement Ayrault affirme en faire sa priorité. Tout en voulant prendre son temps. « La réforme des collectivités territoriales et de la fiscalité locale prendra dix ans », a avancé, prudent, le Premier ministre en décembre dernier. Comme s'il n'y avait pas urgence...

Mais voilà. « La France est un pays qui ne se réforme pas et fait parfois la révolution », rappelle Jacques Attali dans son livre « Urgences françaises » (Fayard). Sauf que, à ne pas faire la pédagogie de ces réformes et à manquer de courage politique pour les entreprendre, le gouvernement court le risque de voir la France décrocher et rater le train de la reprise. Ce n'est

pourtant pas faute de manquer, dans ses propres rangs, de lanceurs d'alerte. A la manière d'un Didier Migaud, par exemple. Nommé par Nicolas Sarkozy à la tête de la Cour des comptes en 2010, ce socialiste, ancien président de la commission des Finances de l'As-

semblée, ne rate pas une occasion de tacer ses camarades. Pas plus tard qu'en janvier dernier, il a une nouvelle fois tiré la sonnette d'alarme sur l'endettement de la France, affirmant que les efforts engagés étaient « insuffisants pour sortir de la zone dangereuse ». Il faut dire que les chiffres qu'il a rappelés à cette occasion font froid dans le dos : en l'espace de trois ans, notre dette publique s'est envolée de

220 milliards d'euros et dépassera 95% du PIB cette année.

D'où l'urgence de réaliser 50 milliards d'économies d'ici la fin du quinquennat. Entre le « choc de simplification » détaillé mi-janvier par le chef de l'Etat et le « pacte de responsabilité » proposé dans le même temps aux entreprises, les chantiers sont immenses. Reste à savoir si la coalition écologiste et socialiste y survivra. Et si les échecs électoraux à venir ne vont pas l'attirer à nouveau dans le piège de la démagogie. « Notre parti doit mettre de côté son clientélisme électoral », prévient Christophe Caresche, député PS de Paris, sur la même longueur d'onde que bon nombre de ses collègues.

Nathalie Villardi

Dossier réalisé avec Claire Badier, Patrick Chabert, Etienne Gimengère, Sandrine Trouvelot et Eric Wattaz

L'ENDETTEMENT S'ENVOLE



Source : Insee